



LES JEUNES
IHEDN

[RECHERCHE]

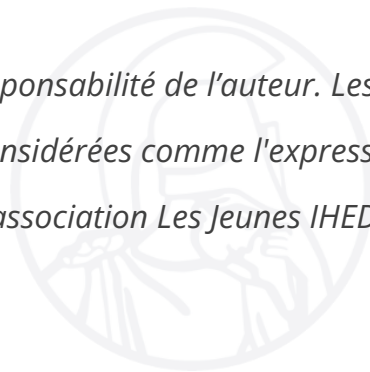
LES POLITIQUES D'ARMEMENT AU MOYEN-ORIENT

LA QUÊTE D'AUTONOMIE MILITAIRE DES
MONARCHIES DU GOLFE ET LEURS AMBITIONS
DE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET
TECHNOLOGIQUE



Par Lilah Fitzner

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



À PROPOS DE L'ARTICLE

Les politiques d'armement des monarchies du Golfe traduisent une tension entre dépendance sécuritaire historique et volonté d'autonomisation. Longtemps intégrés à une architecture dominée par les États-Unis, ces États ont engagé depuis les années 2010 une réorientation fondée sur l'industrialisation de défense et la diversification des partenariats. Toutefois, cette dynamique demeure limitée par des contraintes structurelles persistantes, plaçant les monarchies de la péninsule arabe dans une logique de dépendance renégociée plutôt que d'autonomie militaire réelle.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Lilah Fitzner est étudiante en Master 1 de Relations internationales, et s'intéresse aux enjeux de sécurité et de défense au Moyen-Orient, ainsi qu'aux transformations contemporaines des politiques d'armement. Elle est membre du comité « Moyen-Orient et Monde Arabe » des Jeunes IHEDN.

Au croisement des grandes fractures moyen-orientales, les monarchies du Golfe apparaissent comme des puissances paradoxales : immensément riches, mais militairement dépendantes ; soucieuses d'affirmer leur souveraineté, mais liées depuis des décennies à des alliés dont elles ne maîtrisent ni les choix ni les priorités. Leur sécurité repose historiquement sur un modèle de dépendance envers les puissances occidentales, en particulier les États-Unis, qui se sont imposés depuis la guerre du Golfe de 1991 comme les garants de la stabilité régionale¹. Si l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) en constituent les piliers les plus visibles, le Qatar, le Koweït et Bahreïn s'inscrivent, eux aussi, dans cette architecture sécuritaire héritée de la seconde moitié du XX^e siècle. Or, à partir du début des années 2010, ce rapport de dépendance a été progressivement réinterrogé. L'évolution des priorités stratégiques américaines, la multiplication des incertitudes régionales et l'affirmation de nouvelles ambitions étatiques ont conduit ces monarchies à repenser en profondeur leurs politiques d'armement. Les réformes institutionnelles, la mise en place de visions économiques de long terme, les investissements massifs dans leurs industries nationales de défense et la diversification des partenariats extérieurs témoignent d'une volonté croissante de réduire, au moins partiellement, leur vulnérabilité stratégique. Ce mouvement s'inscrit dans une dynamique plus large de repositionnement des États du Golfe dans un système international devenu multipolaire et plus compétitif.

Cette évolution soulève une interrogation centrale : dans quelle mesure des États dont la sécurité repose depuis des décennies sur des alliances extérieures peuvent-ils réellement transformer cette dépendance en une autonomie militaire et industrielle crédible ? Autrement dit : les monarchies du Golfe peuvent-elles véritablement prétendre à une autonomie stratégique ?

¹ SOUBRIER, Emma. *Quelle sécurité pour les « petits États-Princes » du Golfe ? Politiques de défense et stratégies d'acquisitions militaires du Qatar et des Émirats arabes unis*. Thèse de doctorat, Université Clermont Auvergne, 2017, p. 93.

Une dépendance historique aux puissances occidentales qui structure les politiques d'armement du Golfe

Une architecture sécuritaire historiquement centrée sur les États-Unis

Tout d'abord, l'architecture sécuritaire des monarchies du Golfe repose, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, sur une relation structurelle de dépendance envers les puissances occidentales, inaugurée par l'échange « *pétrole contre protection* » du Pacte de Quincy en 1945². Si le Royaume-Uni a initialement assumé ce rôle, la guerre du Golfe de 1990-1991 consacre l'ancrage définitif des États-Unis comme garants de la stabilité régionale, explique ainsi la doctorante en sciences politiques Emma Soubrier dans sa thèse³. Cet épisode met fin aux tentatives d'équilibrage antérieures et externalise largement la sécurité des États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), désormais assurée directement par Washington. Cette réorientation est rapidement formalisée par des accords bilatéraux de défense conclus avec le Qatar dès 1992, puis avec les EAU en 1994⁴. Cette dépendance repose sur des contraintes structurelles fortes. Les pays du Golfe ne disposent pas d'une base démographique suffisante pour soutenir une défense autonome (en 2024, 74 % de la population des EAU est étrangère⁵) et leurs armées reposent largement sur une main-d'œuvre expatriée⁶. Comme le met en avant Emma Soubrier, ces États doivent compenser « *leur manque de certaines ressources, lequel complique la prise en charge de leur propre survie dans un*

² PAUTET, Antoine. « 1945. Roosevelt rencontre Al Saoud sur l'USS Quincy ». In *Histoire du monde contemporain*. Autrement, 2019, p. 160-161, p.1.

³ Ibid.

⁴ Ibid, p.117.

⁵ GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE. Population immigrée (% de la population totale) - Émirats arabes unis [en ligne]. s.d. [consulté le 02/03/2026]. Disponible sur :

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SM.POP.TOTL.ZS?locations=AE>.

⁶ SOUBRIER, Emma. *Quelle sécurité pour les « petits États-Princes » du Golfe ? Politiques de défense et stratégies d'acquisitions militaires du Qatar et des Émirats arabes unis*. Thèse de doctorat, Université Clermont Auvergne, 2017, p. 73.

environnement hostile »⁷. La dépendance stratégique à l'égard des États-Unis apparaît donc autant subie que choisie : ce n'est pas seulement un choix politique mais une nécessité stratégique.

Cette dynamique est renforcée par un maillage dense de bases militaires américaines, indispensable à des États faiblement dotés en capacités de défense autonome. L'étude de Herrera et Cicchini, chercheurs en sécurité internationale, montrent que ces installations reposent sur des statuts juridiques variés : propriété, occupation, ou location. La fédération émirienne constitue ainsi un cas particulier avec des structures louées à 100 %, témoignant d'une articulation spécifique entre souveraineté formelle et dépendance opérationnelle, et à la différence du Koweït, marqué par une occupation à 100 %. À Bahreïn, plus petit pays de la péninsule arabique, et quartier général de la 5e flotte, les États-Unis exploitaient neuf installations militaires en 2011⁸. Cette concentration exceptionnelle confère à Washington une capacité de réaction rapide en cas de crise maritime, aujourd'hui notamment grâce à l'installation d'activités de soutien. Cela permet la surveillance permanente des ressources qui transitent par le détroit d'Ormuz et offre une présence dissuasive face à l'Iran, faisant de Bahreïn l'un des points d'appui les plus stratégiques de la politique américaine au Moyen-Orient. À noter que les statistiques officielles du *Department of Defense* américain « *minorent nettement le nombre de bases états-uniennes* », notamment au Koweït, où « *une seule base est recensée* »⁹.

Outre cela, les États du Golfe se distinguent par une dépendance structurelle aux importations d'armement occidental. Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) établit que l'Arabie saoudite est « *le plus grand importateur mondial*

⁷ SOUBRIER, Emma. *Quelle sécurité pour les « petits États-Princes » du Golfe ? Politiques de défense et stratégies d'acquisitions militaires du Qatar et des Émirats arabes unis*. Thèse de doctorat, Université Clermont Auvergne, 2017, p. 73.

⁸ Ibid, p. 153.

⁹ Ibid, p.156.

d'armes en 2015-19 », représentant « 12 % des importations mondiales », dont « 73 % en provenance des États-Unis » et « 13 % du Royaume-Uni », tandis que les EAU se classent huitième, avec « deux tiers de leurs importations provenant des États-Unis »¹⁰. Cette tendance se maintient sur la période 2019-2023, puisque le SIPRI appuie que le Moyen-Orient concentre encore une fois plusieurs des principaux importateurs mondiaux¹¹. Selon l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM), les achats « sur étagère » s'expliquent par les « lacunes importantes des capacités de production industrielle locales ». Ces acquisitions servent également d'outil diplomatique en permettant « d'entretenir une attache avec les puissances extérieures »¹². Ainsi, les monarchies de la péninsule arabique demeurent parmi les plus gros importateurs mondiaux, non par choix, mais en raison d'un déficit industriel structurel.

Enfin, la rivalité avec l'Iran constitue un facteur structurant des politiques d'armement du Golfe. Selon F. Gregory Gause III, analyste de la politique moyen-orientale, les dynamiques régionales relèvent avant tout d'une compétition d'influence entre Riyad et Téhéran¹³. Frederic Wehrey, spécialiste des dynamiques conflictuelles de la région, souligne que depuis la révolution de 1979, l'Iran est perçu une menace non seulement militaire mais aussi idéologique. Cet événement a contribué à renforcer les clivages confessionnels et accentué la polarisation entre le sunnisme et le chiisme dans la région. En réaction, l'Arabie saoudite a mené une contre-mobilisation sunnite visant à contenir l'influence idéologique iranienne, perçue comme une menace directe pour la stabilité et la légitimité des

¹⁰ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). « Les États-Unis et la France augmentent fortement leurs exportations d'armes majeures ; l'Arabie saoudite est le plus grand importateur d'armes ». Communiqué de presse, 9 mars 2020, p. 1- 2.

¹¹ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). *Trends in International Arms Transfers*. SIPRI Fact Sheet, mars 2024, p. 11.

¹² FLEURANT, Aude-Emmanuelle, et SOUBRIER, Emma. *Quelles stratégies face aux mutations de l'économie de défense mondiale ?* Étude de l'IRSEM n°38, 2015, p. 22.

¹³ GAUSE, F. Gregory III. *Beyond Sectarianism: The New Middle East Cold War*. Brookings Doha Center, Analysis Paper n°11, 2014, p. 1.

régimes monarchiques du Golfe. Cette instrumentalisation du fait confessionnel a dessiné le paysage de tensions et de craintes d'un Iran mettant en avant un « *sectarisme* » afin d'exacerber les rivalités régionales¹⁴. Cette inquiétude est accentuée par la modernisation militaire iranienne, facilitée par l'assouplissement des sanctions internationales, comme le souligne Kenneth Katzman, analyste de la politique du Proche-Orient¹⁵. Ce contexte alimente le recours des États de la péninsule arabique aux fournisseurs occidentaux afin de préserver un avantage technologique et un moyen de dissuasion. Comme le rappelle Emma Soubrier, le Golfe demeure un « *Western lake* »¹⁶, marqué par une dépendance durable envers les États-Unis, mais aussi la France et le Royaume-Uni¹⁷.

Les premières inflexions vers une autonomisation limitée

La quête d'autonomie s'incarne alors dans des stratégies nationales ambitieuses telles que Vision 30 en Arabie saoudite et Vision 2071 aux EAU, qui font de la diversification industrielle un pilier des modèles post-pétroliers¹⁸. Riyad fixe ainsi l'objectif de « *relocaliser plus de 50 % des dépenses en équipements militaires d'ici 2030* » et d'intégrer le cercle des vingt-cinq principaux exportateurs mondiaux d'armement, afin de réduire sa dépendance extérieure et de renforcer son prestige stratégique¹⁹. Les EAU suivent une trajectoire similaire avec Vision 2071, cherchant à « *tripler (en passant de 0,5 % à 1,5 % du PIB)* » leur effort de recherche et développement (R&D) et à se positionner comme une plateforme technologique régionale de premier plan, traduisant, selon la Fondation pour la

¹⁴ WEHREY, Frederic. *Sectarian Politics in the Gulf: From the Islamic Revolution to the Arab Spring*. Columbia University Press, 2013, p.10-15-16: "sectarianism" dans l'original.

¹⁵ KATZMAN, Kenneth. *Iran's Foreign and Defense Policies*. Congressional Research Service (CRS), 2020, p. 1.

¹⁶ SOUBRIER, Emma. *Gulf Security: Rethinking the West's Role*. Arab Gulf States Institute in Washington (AGSIW), 2019, p. 1.

¹⁷ SOUBRIER, Emma. *Quelle sécurité pour les « petits États-Princes » du Golfe ? Politiques de défense et stratégies d'acquisitions militaires du Qatar et des Émirats arabes unis*. Thèse de doctorat, Université Clermont Auvergne, 2017, p.154.

¹⁸ Kingdom of Saudi Arabia. *Vision 2030*. Government of Saudi Arabia, 2016, p. 9.

¹⁹ Ibid, p. 12: "localize over 50% of military equipment spending by 2030" dans l'original.

Recherche Stratégique (FRS), une volonté explicite d'accroître leur autonomie stratégique²⁰.

Cette stratégie se matérialise ensuite par la création de champions industriels. Aux EAU, EDGE Group, fondé en 2019 sur les bases d'Emirates Defense Industries Company (EDIC), fédère plus de vingt entreprises de défense, concentre les plus importants contrats de compensation des EAU, et ambitionne de devenir le centre régional de maintenance, de réparation et de révision (MRO)²¹. Par ailleurs, en Arabie saoudite, Saudi Arabian Military Industries (SAMI) incarne l'outil privilégié de la Vision 2030. Selon la FRS, elle « prévoit de contribuer à hauteur de 3,73 milliards de dollars au PIB saoudien », en investissant dans la R&D, et en créant « 40 000 emplois sur le territoire ». L'objectif affiché est de « porter la production locale de défense de 2 % à 30-50 % d'ici 2030 », ce qui représenterait une transformation majeure de la structure industrielle du secteur²². Dans les deux cas, les co-entreprises avec des acteurs étrangers constituent le principal levier de transfert de compétences et de montée en gamme industrielle. SAMI multiplie les partenariats structurants pour internaliser des compétences clés, en particulier via des joint-ventures avec Navantia par exemple, couvrant les systèmes navals, tandis que EDGE s'appuie sur des acteurs comme Caraca pour structurer un écosystème complet²³.

Enfin, la montée en autonomie militaire et industrielle passe par un investissement accru en R&D et dans les technologies émergentes. Le *Chaillot Paper*, étude stratégique sur les industries de défense du monde arabe, souligne

²⁰ Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS). *The Defence Industrial and Technological Base of the Gulf Countries*. Fondation pour la Recherche Stratégique, 2019, p. 4-5 : "triple from 0.5% to 1.5% of GDP" dans l'original.

²¹ Abu Dhabi Ship Building (ADSB). *Annual Report 2019*. Abu Dhabi Ship Building / EDGE Group, 2019, p. 6-10: "largest Emirates offset contracts" et "the regional centre for Maintenance, Repair and Overhaul (MRO)" dans l'original.

²² GAUB, Florence. *Arab Defence Industries: Players and Strategies*. Chaillot Paper n°131, European Union Institute for Security Studies (EUISS), 2016, p. 40: "plans to contribute to \$3.73 billion into Saudi GDP" et "invest more than \$1.6 billion in research and development and create more than 40,000 jobs in the territory" et "raise local defence manufacturing from 2% to 30-50% by 2030" dans l'original.

²³ Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS). *The Defence Industrial and Technological Base of the Gulf Countries*. Fondation pour la Recherche Stratégique, 2019, p. 15-18-19.

que la fédération émirienne privilégie une stratégie d'appropriation technologique rapide, fondée sur l'acquisition et l'adaptation de plateformes existantes. Cette logique se manifeste notamment dans le développement de drones moyenne altitude à longue endurance (MALE) tels que Yabhon R, United 40 et Smart Eye²⁴, et s'accompagne, selon la FRS, d'un doublement des dépenses de R&D en cinq ans²⁵. Dans le Royaume, des institutions comme la TAQNIA (Saudi Technology Development and Investment Company), société publique d'investissement technologique, et la KACST (King Abdulaziz City for Science and Technology), principal centre national de recherche scientifique, sont chargées de capter les transferts technologiques et de développer des programmes souverains. Il développe notamment le drone Saqr UAV et l'avion AN-132 pour lesquels « 50 % de la propriété intellectuelle » est saoudienne. Ces dispositifs, complétés par de multiples partenariats internationaux comme Antonov en Ukraine, structurent la montée en capacité de la R&D militaire saoudienne dans un contexte où les technologies émergentes sont au cœur des ambitions d'autonomisation²⁶.

Malgré ces initiatives, les monarchies du Golfe demeurent confrontées à des contraintes fortes, rendant toute autonomie militaire peu réaliste à court terme. Pourtant, loin d'accepter passivement cette situation, les États de la CCG ont progressivement engagé des stratégies d'autonomisation.

²⁴ GAUB, Florence. *Arab Defence Industries : Players and Strategies*. Chaillot Paper n°131, European Union Institute for Security Studies (EUISS), 2016, p. 57.

²⁵ Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS). *The Defence Industrial and Technological Base of the Gulf Countries*. Fondation pour la Recherche Stratégique, 2019, p. 12: "doubled its share of R&D spending as a percentage of GDP in 5 years, increasing from 0.47% in 2011 to 0.98% in 2016" et "foreign engineers and highly skilled workers" dans l'original.

²⁶ Ibid, p. 10 : "50% of the intellectual property" dans l'original.

Ambitions d'autonomie industrielle et technologique : stratégies de contournement et limites

La diversification des partenariats comme levier de contournement

La Chine occupe une place croissante dans les stratégies de désir d'indépendance du Golfe, notamment grâce à une offre militaire moins contraignante que celle du camp occidental. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de recomposition régionale, marqué par une présence accrue de l'État chinois et une relativisation de la centralité américaine²⁷. L'attrait pour Pékin tient d'abord à l'accès à des équipements refusés par l'Occident. Le *Chaillot Paper* met en lumière que le refus américain d'exporter des drones armés a conduit certains États du Golfe à acquérir à partir de 2017 des Wing-Loong II UAS²⁸. Ces drones chinois MALE offrent un substitut direct aux systèmes américains interdits par le *Missile Technology Control Regime* (MTCR)²⁹. La Chine apparaît également comme un partenaire plus souple en matière de transferts de technologie. Ses industries d'armement n'ont en effet « aucune exigence vis-à-vis des politiques intérieures des autres gouvernements »³⁰, ce qui facilite des coopérations en matière d'assemblage local ou de production conjointe.

Par ailleurs, la Turquie s'affirme elle aussi comme un partenaire militaire alternatif, dans un contexte de recomposition géopolitique. Comme le constate Emma Soubrier, les États du CCG se tournent davantage vers des partenaires géographiquement proches³¹. Le Qatar est le principal point d'ancrage de cette

²⁷ HARUTYUNYAN, Aghavni A. « China's One Belt, One Road Initiative: The Middle East and North Africa ». In *China's Rising Role in the Middle East*, 2019, p. 144.

²⁸ GAUB, Florence. *Arab Defence Industries: Players and Strategies*. Chaillot Paper n°131, European Union Institute for Security Studies (EUISS), 2016, p. 43.

²⁹ Le MTCR est un accord international informel créé en 1987 par les États-Unis et plusieurs pays du G7 pour limiter la prolifération des missiles et des drones capables de transporter des charges militaires importantes.

³⁰ SOUBRIER, Emma. *Quelle sécurité pour les « petits États-Princes » du Golfe ? Politiques de défense et stratégies d'acquisitions militaires du Qatar et des Émirats arabes unis*. Thèse de doctorat, Université Clermont Auvergne, 2017, p.168.

³¹ SOUBRIER, Emma. *Gulf Security: Rethinking the West's Role*. Arab Gulf States Institute in Washington (AGSIW), 2019, p. 1.

relation. Le rapprochement politique a conduit à un renforcement des coopérations de défense et à une présence accrue de la Turquie sur les marchés de la péninsule arabique³². Dès lors, selon le SIPRI, la Turquie a fortement accru ses exportations d'armement vers le Golfe, notamment vers les EAU (15 %), après la normalisation de leurs relations en 2021, et vers le Qatar à hauteur de 13 %³³.

De son côté, la Corée du Sud s'impose comme un partenaire militaire de plus en plus attractif, porté par une industrie de défense compétitive. La FRS souligne que les transferts de technologie ont permis à Séoul de rivaliser avec les fournisseurs occidentaux³⁴. En cela, Abou Dabi a signé un mémorandum d'entente, accord formel exprimant une intention de coopération, incluant la mise en place d'infrastructures intégrées pour exploiter les Camcopter UAS³⁵³⁶. Ces coopérations témoignent de la capacité sud-coréenne à fournir des technologies duales et des compétences transférables recherchées dans la région. Enfin, l'approfondissement des coopérations avec la Corée du Sud répond, selon le *Chaillot Paper*, à la volonté des pays du carrefour arabo-persique de contourner les contraintes occidentales tout en bénéficiant de flexibilité et de savoir-faire industriel³⁷.

Face à un environnement stratégique instable et à la dépendance historique envers Washington, les monarchies de la péninsule arabique adoptent une logique de multi-alignement, fondée sur la multiplication des partenaires plutôt que sur une émancipation complète vis-à-vis de Washington. Cependant, si cette

³² Ibid p. 2.

³³ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). *Trends in International Arms Transfers*. SIPRI Fact Sheet, mars 2024, p. 2, table 1.

³⁴ Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS). *The Defence Industrial and Technological Base of the Gulf Countries*. Fondation pour la Recherche Stratégique, 2019, p. 14.

³⁵ Drone à voilure tournante de type hélicoptère utilisé pour des missions de surveillance et de reconnaissance.

³⁶ GAUB, Florence. *Arab Defence Industries: Players and Strategies*. Chaillot Paper n°131, European Union Institute for Security Studies (EUISS), 2016, p.55-81.

³⁷ Ibid, p. 29.

diversification semble offrir de nouveaux leviers d'action et une marge de manœuvre accrue, elle révèle rapidement ses limites.

Des contraintes structurelles qui entravent une autonomie réelle

En effet, l'autonomie recherchée demeure hautement limitée, car les États du CCG se heurtent à un ensemble de contraintes structurelles qui limitent profondément leur capacité à se détacher des puissances occidentales. Comme le souligne le *Chaillot Paper*, les industries de défense du Golfe demeurent dépendantes des fournisseurs étrangers pour les technologies les plus complexes et critiques, notamment dans les domaines électroniques et systémiques³⁸. La maintenance constitue un autre verrou majeur : ainsi, des groupes industriels opérant sous pavillon américain, comme Boeing, BAE Systems ou Honeywell, assurent toujours réparation et révision³⁹ de la plupart des équipements saoudiens. De même, aux EAU, les centres EDIC/AMMROC (*Advanced Military Maintenance, Repair and Operations Centre*) sont directement adossés à Lockheed Martin, qui assure la maintenance de « 32 plateformes à voilure fixe et à voilure tournante »⁴⁰. À cela s'ajoute une contrainte humaine majeure. Les insuffisances persistantes des systèmes de formation en Arabie saoudite entravent la constitution d'un vivier d'ingénieurs locaux de qualité, freinant durablement l'émergence d'une autonomie industrielle pérenne⁴¹. Malgré leurs progrès industriels, ces États « pourraient ne jamais être véritablement autonomes »⁴², en raison de toutes ces vulnérabilités, comme soutenu par Emma Soubrier.

³⁸ GAUB, Florence. Arab Defence Industries: Players and Strategies. Chaillot Paper n°131, European Union Institute for Security Studies (EUISS), 2016, p. p.8-9 et p.58-59.

³⁹ GAUB, Florence. Arab Defence Industries: Players and Strategies. Chaillot Paper n°131, European Union Institute for Security Studies (EUISS), 2016, p.55-57 : "repair and overhaul" dans l'original.

⁴⁰ Ibid p.52-53 : "32 fixed- and rotary-wing platforms" dans l'original.

⁴¹ Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS). *The Defence Industrial and Technological Base of the Gulf Countries*. Fondation pour la Recherche Stratégique, 2019, p. 12.

⁴² SOUBRIER, Emma. *Gulf Security: Rethinking the West's Role*. Arab Gulf States Institute in Washington (AGSIW), 2019, p. 15 : "might never be truly autonomous" dans l'original.

En outre, les ambitions industrielles de la péninsule arabique se heurtent à l'absence de véritable coopération régionale. L'échec de l'*Arab Organization for Industrialization* (AOI) en 1979, a conduit chaque monarchie à privilégier une trajectoire industrielle strictement nationale, sans mécanisme de production ou de mutualisation partagé⁴³. Le *Chaillot Paper* met en évidence la fragmentation des stratégies saoudienne et émirienne, dans un contexte de rivalités intra-Golfe renforcées depuis la crise de 2017⁴⁴. Celles-ci évoluent en parallèle sans réelle convergence, malgré des ambitions similairement élevées⁴⁵. Ainsi, loin d'un Airbus régional, qui reposerait sur une coopération industrielle, une mutualisation des capacités de production et un partage des coûts de recherche et développement entre plusieurs États, chaque monarchie poursuit la construction de son propre complexe militaro-industriel national. Cette fragmentation entretient l'éparpillement des capacités, la duplication des investissements et freine l'émergence d'une base technologique de défense réellement collective.

Malgré leurs efforts, les États du CCG ne visent pas une rupture avec Washington, mais une autonomie relative fondée sur la diversification. Comme l'analyse Emma Soubrier, l'objectif principal consiste à accroître leur marge de manœuvre stratégique⁴⁶ dans un environnement plus multipolaire, sans remettre en cause la centralité américaine. L'Institut Français des Relations Internationales confirme cette logique de « *multi-alignement et de-risking* »⁴⁷ tandis que la FRS souligne que les stratégies industrielles engagées relèvent davantage d'une renégociation de la dépendance que d'une véritable indépendance⁴⁸. Enfin, le *Chaillot Paper* conclut

⁴³ Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS). *The Defence Industrial and Technological Base of the Gulf Countries*. Fondation pour la Recherche Stratégique, 2019, p. 7.

⁴⁴ GAUSE, F. Gregory III. *Beyond Sectarianism: The New Middle East Cold War*. Brookings Doha Center, Analysis Paper n°11, 2014, p. 1.

⁴⁵ Ibid, p. 9.

⁴⁶ SOUBRIER, Emma. *Gulf Security: Rethinking the West's Role*. Arab Gulf States Institute in Washington (AGSIW), 2019, p. 1-2.

⁴⁷ Institut Français des Relations Internationales (IFRI). *Multi-alignement et de-risking : les nouvelles stratégies des États du Golfe*. Note de l'IFRI, 2024, p. 7.

⁴⁸ Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS). *The Defence Industrial and Technological Base of the Gulf Countries*. Fondation pour la Recherche Stratégique, 2019, p. 4.

que l'autonomie militaire reste, pour les États arabes, un objectif largement irréaliste⁴⁹. Ainsi, l'autonomie recherchée est graduelle et limitée. Les pays du Golfe ont entrepris, depuis les années 2010, un effort inédit pour réduire leur vulnérabilité stratégique en développant des capacités industrielles de défense et en diversifiant leurs partenariats. Ces stratégies leur offrent de nouveaux leviers technologiques, mais n'effacent pas des dépendances structurelles persistantes.

Conclusion

L'analyse des politiques d'armement des monarchies du Golfe révèle une dynamique paradoxale : ces États demeurent enfermés dans une dépendance structurelle qui ne relève ni du hasard ni d'un choix purement politique. Elle découle d'un ensemble de contraintes profondes : faiblesse démographique, déficit industriel, environnement régional instable, qui ont fait de Washington le garant indispensable de la sécurité de la péninsule arabique depuis 1991, prolongeant un ancrage stratégique établi bien avant cette date. Les importations massives d'armement, l'ancrage militaire américain et la rivalité stratégique avec l'Iran ont durablement inscrit les monarchies du Golfe dans une architecture sécuritaire dominée par l'Occident⁵⁰. Néanmoins, ces dernières années, un mouvement inverse s'est amorcé avec la volonté croissante d'autonomie, portée par la diversification industrielle et l'émergence de champions nationaux. Dans un monde multi-aligné, la Chine, la Turquie et la Corée du Sud deviennent des partenaires alternatifs permettant de contourner certaines contraintes occidentales. Toutefois, ces ambitions se heurtent à des limites persistantes : dépendance technologique, recours impératif au MRO occidental, manque de

⁴⁹ GAUB, Florence. *Arab Defence Industries: Players and Strategies*. Chaillot Paper n°131, European Union Institute for Security Studies (EUISS), 2016, p. 8.

⁵⁰ SOUBRIER, Emma. *Quelle sécurité pour les « petits États-Princes » du Golfe ? Politiques de défense et stratégies d'acquisitions militaires du Qatar et des Émirats arabes unis*. Thèse de doctorat, Université Clermont Auvergne, 2017, p. 93.

capital humain et absence de coopération régionale, qui cantonnent les États du CCG à une autonomie relative.

En somme, la trajectoire stratégique du Golfe se situe dans un entre-deux : suffisamment ambitieuse pour réduire la vulnérabilité générée par la dépendance exclusive aux États-Unis, mais encore trop contrainte pour accéder à une souveraineté militaire réelle. L'avenir de la région dépendra de la capacité des monarchies à transformer leurs investissements industriels en capacités opérationnelles effectives, à renforcer leur capital humain et, surtout, à dépasser les rivalités intra-CCG qui empêchent l'émergence d'une véritable défense régionale intégrée.





publication@jeunes-ihedn.org